



**EPTB Charente**

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente

**AVENANT N°2**  
**A LA CONVENTION-CADRE DU PAPI CHARENTE & ESTUAIRE**  
**SIGNEE LE 3 JUILLET 2013**  
**ET MODIFIEE PAR AVENANT N°1 LE 22 MAI 2018**



**EPTB Charente**

Etablissement Public Territorial de Bassin Charente



AVENANT N°2 A LA CONVENTION-CADRE  
RELATIVE AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS  
CHARENTE & ESTUAIRE

PROGRAMME 2012-2023

---

Entre :

**L'Etat,**

représenté par Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, préfet pilote du PAPI Charente & Estuaire,  
M. Fabrice RIGOULET-ROZE

*Préfecture de la Charente-Maritime - 38 rue Réaumur - 17017 LA ROCHELLE*

et représenté par Monsieur le Préfet de la Région Occitanie, préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne,  
M. Etienne GUYOT

*Préfecture de la Région Occitanie - Place Saint-Etienne - 31038 TOULOUSE*

et

**La Région Nouvelle-Aquitaine,**

représentée par son Président, M. Alain ROUSSET,

*Région Nouvelle-Aquitaine - 14, rue François de Sourdis - 33077 BORDEAUX*

et

**Le Département de la Charente-Maritime,**

représenté par son Président, M. Dominique BUSSEAU,

*Département de la Charente-Maritime - 85 Boulevard de la République - 17076 LA ROCHELLE*

et

**La Communauté d'Agglomération Rochefort Océan (CARO),**

représentée par son Président, M. Hervé BLANCHE,

*Communauté d'Agglomération Rochefort Océan - 3, avenue Maurice Chupin – Parc des Fourriers - 17304 ROCHEFORT*

et

**Le Syndicat Mixte pour les études, les travaux d'aménagement et de gestion du Bassin de la Boutonne (SYMBO)**

représenté par son Président, M. Frédéric EMARD,

*SYMBO - 580 avenue de Jarnac- Fossemagne - 17400 SAINT-JEAN-D'ANGELY*

et

Le porteur du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Charente & Estuaire,

**L'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente),**

représenté par son Président, M. Jean-Claude GODINEAU

*EPTB Charente - 5, rue Chante-caille – ZI des Charriers - 17100 SAINTES*

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »

## Préambule

Le bassin versant du fleuve Charente connaît des crues remarquables et des phénomènes de submersion marine importants. Plus de 250 communes du territoire sont particulièrement exposées au risque d'inondation ; près de 30 000 personnes et 15 000 emplois sont implantés dans des zones inondables. Dans la chronologie des nombreux épisodes d'inondation qui ont impacté le bassin versant de la Charente, deux événements constituent des références historiques à l'origine de plus hautes eaux connues généralisées :

- La crue de décembre 1982 du fleuve Charente et de quelques-uns de ses affluents, avec des débits considérés comme centennaux sur une grande étendue géographique : 3 000 foyers sont inondés et près de 1 000 entreprises sont sinistrées.
- La tempête Xynthia, qui a balayé le littoral dans la nuit du 27 au 28 février 2010, inondant plus de 600 maisons et une vingtaine d'établissements industriels dans l'estuaire de la Charente. La période de retour des hauteurs d'eau atteinte a été évaluée supérieure à la centennale.

Au regard de ce contexte, l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente) a décidé en 2011 de s'engager dans le portage d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations sur le territoire, couvrant à la fois les inondations d'origine terrestre et les inondations d'origine marine, et fédérant maîtres d'ouvrages et financeurs. La convention-cadre du PAPI Charente & Estuaire a été signée le 3 juillet 2013 et modifiée par avenant le 22 mai 2018.

Le dossier de candidature pour l'avenant, labellisé par la Commission Mixte Inondation le 7 juillet 2016, avait pour objets principaux de proposer la mise en œuvre du schéma de protection de l'estuaire de la Charente d'une part et des travaux de dévasement de la Charente d'autre part en vue de réduire la vulnérabilité du territoire de l'estuaire jusqu'à Rochefort/Tonnay-Charente en amont et du territoire de Saintes et ses environs. Faute de plans de financement stabilisés en 2018, l'avenant n°1 à la convention-cadre du PAPI, n'avait pu intégrer les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti dans l'estuaire et l'opération de dévasement.

La fiche-action « Mise en œuvre des travaux de dévasement du fleuve Charente entre Port-d'Envaux et Saint-Savinien-sur-Charente », a été inscrite dans une convention complémentaire spécifique signée le 24/04/2019, plus adaptée au calendrier prévisionnel d'engagement des travaux à l'été 2019 qu'un nouvel avenant à la convention-cadre.

A présent, les fiches-actions relatives aux travaux de réduction de vulnérabilité du bâti dans l'estuaire de la Charente sont à leur tour stabilisées en matière de plan de financement. Il convient donc de les intégrer dans la convention-cadre du PAPI Charente & Estuaire et, à cette occasion, d'insérer pour mémoire la fiche-action relative à l'opération de dévasement de la Charente. Les nouvelles fiches-actions introduites dans la convention par cet avenant n°2 sont donc :

- V.M.5 Réalisation de diagnostics de vulnérabilité du bâti et accompagnement pour la mise en œuvre des travaux dans l'estuaire de la Charente (fiche-action existante pour la partie « diagnostic » mais complétée d'une partie « accompagnement », modification du contenu, du montant et du plan de financement)
- V.M.6 Travaux de réduction de vulnérabilité de la station de traitement des eaux usées de Rochefort
- V.M.7 Travaux de réduction de vulnérabilité des habitations dans l'estuaire de la Charente
- V.M.8 Travaux de réduction de vulnérabilité des bâtiments publics dans l'estuaire de la Charente
- V.M.9 Travaux de réduction de vulnérabilité des entreprises de moins de 20 salariés dans l'estuaire de la Charente
- VII.F.2 Mise en œuvre des travaux de dévasement du fleuve Charente entre Port-d'Envaux et le pont de l'A837 à Saint-Savinien-sur-Charente

Parallèlement à la mise en œuvre du PAPI Charente & Estuaire, la directive relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations a été déclinée localement. Le Préfet Coordonnateur du Bassin Adour-Garonne a identifié 18 Territoires à Risque Important d'inondation (TRI) dont deux concernent le périmètre du PAPI Charente & Estuaire :

- Le TRI « Saintes-Cognac-Angoulême », inondable par débordement du fleuve Charente. La Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation portée par l'EPTB Charente sur ce territoire a été approuvée le 22 décembre 2016 par un arrêté interpréfectoral signé du Préfet de la Charente et du Préfet de la Charente-Maritime. Le projet de dévasement de la Charente répond à la disposition IV-B-2 de cette stratégie : « Restaurer et entretenir la capacité d'écoulement du lit mineur de la Charente en aval du territoire à risque d'inondation ».
- Le TRI « littoral charentais-maritime », inondable par submersion marine. La Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation co-portée par l'EPTB Charente, le Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE Seudre et le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde sur ce territoire a été approuvée le 19 avril 2018 par un arrêté du Préfet de la Charente-Maritime. Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti répondent aux dispositions D4-1-3 « Promouvoir l'adaptation du bâti au risque de submersion marine », D4-1-2 « Mener des actions de réduction de la vulnérabilité des activités économiques » et D 4-1-4 « Structurer et organiser une politique d'aide financière pour faciliter l'adaptation des enjeux au risque de submersion ».

## **Article 1 - Périmètre géographique du projet**

Conforme à l'article 1 de la convention-cadre en vigueur, repris ci-dessous.

« Le périmètre du PAPI Charente & Estuaire couvre l'ensemble du bassin versant de la Charente, de la source à l'estuaire. Le PAPI couvre donc géographiquement l'ensemble de la problématique inondation par débordement de cours d'eau à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent (le bassin versant) et la problématique inondation par submersion marine dans le bassin de risque de l'estuaire de la Charente. La superficie du territoire est de près de 10 000 km<sup>2</sup> pour environ 790 communes. Il s'étend sur 6 départements, la Charente-Maritime, la Charente, les Deux-Sèvres, la Vienne, la Haute-Vienne et la Dordogne, entièrement compris dans la région Nouvelle-Aquitaine. L'implication du programme d'actions est plus développée dans les secteurs aval et littoraux concentrant les principaux enjeux exposés aux risques d'inondation.

Les communes concernées figurent à l'intérieur du périmètre défini en annexes 1-1 et 1-2 ».

## **Article 2 - Durée de la convention**

Le présent avenant à la convention entre en vigueur à compter de sa signature par les partenaires du projet. Il est sans incidence sur l'échéance de la convention-cadre fixée au 31 décembre 2023.

## **Article 3 - Cadre juridique**

Remplace l'article 3 de la convention-cadre en vigueur.

Les principaux textes applicables sont rappelés ci-après :

- Directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite Directive « Inondation »
- Code de l'environnement dans son ensemble, et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
  - la loi n° 2003-699 du 30/07/03, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »)
  - la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement
- Décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques
- Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne
- Arrêté préfectoral (PCB) du 1<sup>er</sup> décembre 2015 portant approbation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Adour-Garonne
- Arrêté préfectoral (PCB) du 11 janvier 2013 arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne
- Arrêté préfectoral (Préfet de Charente-Maritime) du 19 avril 2018 portant approbation de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) du territoire littoral charentais-maritime
- Arrêté interpréfectoral (Préfets de Charente et de Charente-Maritime) du 22 décembre 2016 portant approbation de la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation (SLGRI) du territoire Saintes-Cognac-Angoulême
- Circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets "PAPI 2011" et opérations de restauration des endiguements "PSR"
- Cahier des charges « PAPI 2 » relatif à la labellisation des PAPI et ses instructions techniques complémentaires
- Instruction du Gouvernement du 14 janvier 2015 relative aux conditions de financement des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) et des opérations d'endiguement « Plan Submersions Rapides » concernant le respect, par les maires, de leurs obligations d'information préventive et de réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS)
- Avis favorable de la Commission Mixte Inondation en date du 12 juillet 2012 (cf annexe 2-1)
- Avis favorable de la Commission Mixte Inondation en date du 7 juillet 2016 (cf annexe 2-2)

#### Article 4 - Objectifs du projet de prévention des inondations

Conforme à l'article 4 de la convention-cadre en vigueur, repris ci-dessous.

« En s'engageant à soutenir ce projet de prévention des inondations, les acteurs cosignataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d'actions décrit ci-après.

Par la mise en œuvre de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations. »

#### Article 5 - Contenu du programme d'actions et maîtrise d'ouvrage

Remplace l'article 5 de la convention-cadre en vigueur.

Parmi les sept axes d'action définis par le cahier des charges « PAPI 2 », le programme d'actions du projet objet de la présente convention a retenu l'ensemble des axes d'intervention, à savoir :

- Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- Axe 2 : la surveillance et la prévision des inondations
- Axe 3 : l'alerte et la gestion de crise
- Axe 4 : la prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme
- Axe 5 : la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
- Axe 6 : le ralentissement des écoulements
- Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

Le programme d'actions est défini dans les fiches jointes en annexe 3 de la présente convention. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les délibérations des maîtres d'ouvrage et des co-financeurs de chaque action sont annexées à la présente convention (annexe 4).

#### Article 6 - Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Remplace l'article 6 de la convention-cadre en vigueur.

##### 6-1 Montant Hors Taxe

Le coût total du programme objet de la convention-cadre du PAPI Charente & Estuaire est porté à **47 053 458 € HT** (pour mémoire, le montant de la convention-cadre en vigueur était de 38 179 247 € HT).

**Ce coût total HT** se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

	<i>(Pour mémoire, montant de la convention-cadre du 03/07/2013 modifiée par avenant n°1 du 22/05/2018)</i>	<i>(Pour mémoire, montant de la convention complémentaire pour l'opération de dévasement du 24/04/2019)</i>	<b>Montant actualisé par l'avenant n°2</b>
Animation du PAPI	(1 058 500 €)		<b>1 058 500 €</b>
Axe 1	(210 000 €)		<b>210 000 €</b>
Axe 2	(0 €)		<b>0 €</b>
Axe 3	(15 000 €)		<b>15 000 €</b>
Axe 4	(821 567 €)		<b>821 567 €</b>
Axe 5	(1 899 700 €)		<b>3 773 911 €</b>
Axe 6	(110 000 €)		<b>110 000 €</b>
Axe 7	(34 064 480 €)	(7 000 000 €)	<b>41 064 480 €</b>
Total	(38 179 247 €)	(7 000 000 €)	<b>47 053 458 €</b>

## 6 – 2 – Montant « subventionnable » (ou « global ») et répartition des dépenses

Le montant « subventionnable » (ou « global ») implique des coûts HT pour les actions dont la TVA est récupérée par les collectivités et des coûts TTC pour les actions dont la TVA n'est pas récupérée. **Le montant « subventionnable » total est porté à 47 709 380 €** (pour mémoire, le montant « subventionnable » total de la convention-cadre en vigueur était de 38 639 380 €).

La répartition des dépenses par financeur est la suivante :

Répartition des dépenses par financeur			
Financeurs	Engagement dans la convention-cadre du 03/07/2013 modifiée par avenant n°1 du 22/05/2018	Engagement dans la convention complémentaire pour l'opération de dévasement du 24/04/2019	Engagement modifié par le présent avenant
Etat	16 109 292 €	2 800 000 €	20 136 792 €
Région Nouvelle-Aquitaine	6 727 896 €		6 727 896 €
Département de la Charente-Maritime	7 066 396 €	3 360 000 €	10 808 896 €
EPTB Charente	703 000 €		703 000 €
CDA Rochefort Océan	6 653 100 €	9 100 €	7 368 369 €
CDA Grand Angoulême	312 000 €		312 000 €
CDA Saintes	15 660 €	700 000 €	715 660 €
CDC Vals de Saintonge	8 940 €	104 300 €	113 240 €
CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge	8 400 €	17 500 €	25 900 €
CDC Gémézac et Saintonge Viticole	0 €	9 100 €	9 100 €
Rochefort	299 000 €		299 000 €
Saintes	43 800 €		43 800 €
Port-des-Barques	673 296 €		203 127 €
Echillais	0 €		0 €
Syndicat Mixte du Bassin de la Boutonne (SYMBO)	18 600 €		18 600 €
Syndicat Mixte du bassin de l'Antenne (SYMBA)	0 €		0 €
Syndicat intercommunal de la Boutonne amont (SIBA)	0 €		0 €
Autres (entreprises, collectivités propriétaires de bâtiments qui font l'objet de travaux de réduction de vulnérabilité)	0 €		224 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>38 639 380 €</b>	<b>7 000 000 €</b>	<b>47 709 380 €</b>

Le tableau financier (modèle SAFPA – Suivi Administratif et Financier des Papi) en annexe 5 de la présente convention détaille la contribution financière de chaque Partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

L'échéancier prévisionnel de l'engagement des dépenses est le suivant :

Engagement prévisionnel des dépenses par année*							
Financiers	Engagements 2012-2018	Engagements 2019	Engagements 2020	Engagements 2021	Engagements 2022	Engagements 2023	Total des engagements
Etat	4 023 911 €	3 521 170 €	453 221 €	3 198 830 €	4 968 830 €	3 970 830 €	20 136 792 €
Région Nouvelle-Aquitaine	974 896 €	287 000 €	67 000 €	1 386 000 €	2 271 000 €	1 742 000 €	6 727 896 €
Département de la Charente-Maritime	1 325 896 €	3 647 000 €	173 000 €	1 474 000 €	2 359 000 €	1 830 000 €	10 808 896 €
EPTB Charente	383 082 €	111 931 €	51 997 €	51 997 €	51 997 €	51 997 €	703 000 €
CDA Rochefort Océan	973 691 €	321 884 €	281 158 €	1 496 878 €	2 381 878 €	1 912 878 €	7 368 369 €
CDA Saintes	15 660 €	700 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	715 660 €
CDA Grand Angoulême	312 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	312 000 €
CDC Vals de Saintonge	8 940 €	104 300 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 240 €
CDC Charente-Arnoult Cœur de Saintonge	8 400 €	17 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 900 €
CDC Gémozac et Saintonge Viticole	0 €	9 100 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 100 €
Commune de Rochefort	299 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	299 000 €
Commune de Saintes	0 €	43 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 800 €
Commune de Port-des-Barques	203 127 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	203 127 €
Syndicat Mixte du Bassin de la Boutonne (SYMBO)	10 156 €	0 €	8 444 €	0 €	0 €	0 €	18 600 €
Autres (entreprises, collectivités propriétaires de bâtiments qui font l'objet de travaux de réduction de vulnérabilité)	0 €	0 €	0 €	74 667 €	74 667 €	74 667 €	224 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 538 759 €</b>	<b>8 763 685 €</b>	<b>1 034 820 €</b>	<b>7 682 372 €</b>	<b>12 107 372 €</b>	<b>9 582 372 €</b>	<b>47 709 380 €</b>

\*Engagement : considéré comme correspondant au stade de l'attribution de la subvention de l'Etat

Le calendrier prévisionnel des engagements financiers en annexe 6 de la présente convention détaille l'hypothèse de ventilation financière pluriannuelle de chacune des actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

## Article 7 - Propriété intellectuelle

Conforme à l'article 7 de la convention-cadre en vigueur, repris ci-dessous.

« Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions objet de la présente convention sont mis à la disposition des co-financeurs de l'action concernée. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée. »

## Article 8 - Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Remplace l'article 8 de la convention-cadre en vigueur.

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la présente convention sont prises par les Parties à la présente convention dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour les actions relatives aux aménagements hydrauliques et aux systèmes d'endiguement ci-après listées est notamment conditionné à la délivrance de l'autorisation « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ») du tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

- Action VII.M.5 CONFORTEMENT DES DIGUES DE 1er RANG SUR LES RIVES DROITE ET GAUCHE DE L'ESTUAIRE DE LA CHARENTE
- Action VII.M.6 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A ROCHEFORT, SECTEUR QUAI LIBERATION
- Action VII.M.7 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A ROCHEFORT, SECTEUR SUD-EST DE LA VILLE (PARC DES FOURRIERS, CITE ALLAIRE...)
- Action VII.M.8 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A ROCHEFORT, SECTEUR OUEST ET SUD-OUEST DE LA VILLE (LA BEAUNE, LE QUEREUX, LE BOINOT, LA GRANGE...)
- Action VII.M.9 REHAUSSEMENT ET PROLONGEMENT D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A TONNAY-CHARENTE
- Action VII.M.10 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A VERGEROUX
- Action VII.M.11 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A FOURAS-LES-BAINS, SECTEUR RUE EUGENE BARBARIN
- Action VII.M.12 REALISATION D'UNE PROTECTION RAPPROCHEE DES ENJEUX A FOURAS-LES-BAINS, SECTEUR DE SOUMARD

Le paiement des subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour l'action VII.F.2 MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX DE DEVASUREMENT DU FLEUVE CHARENTE ENTRE PORT-D'ENVAUX ET LE PONT DE L'A837 A SAINT-SAVINIEN-SUR-CHARENTE est notamment conditionné à la délivrance des autorisations administratives, en particulier au titre de la « loi sur l'eau ».

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Gestion des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques » du cahier des charges PAPI est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- b) Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour, arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R. 125-11 du code de l'environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R. 125-12 du code de l'environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L. 563-3 et R. 563-12 du code de l'environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal sur les risques majeurs).

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions.

Les communes susceptibles d'être concernées par ces obligations sont listées à l'annexe 7.

En réponse aux réserves et demandes de la Commission Mixte Inondation en date du 12 juillet 2012 et du 7 juillet 2017 (annexes 2-1 et 2-2), il est précisé que :

- Le maître d'ouvrage de l'étude relative au désenvasement du lit de la Charente (action V.F.1) est le Département de la Charente-Maritime. En outre, le projet n'occulte pas la nécessité d'optimiser la gestion du barrage de Saint-Savinien puisque celle-ci a été intégrée dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploitation du barrage.
- Les travaux relatifs au renforcement du dispositif de protection de Port-des-Barques (action VII.M.1) étaient soumis au label PSR « Plan Submersions Rapides » et ont fait l'objet d'une labellisation simultanée en Commission Mixte Inondation le 12 juillet 2012.

- La concertation avec l'ensemble des acteurs est prévue pour la mise en œuvre du PAPI (cf article 12), dont le Conservatoire du Littoral.
- La mise en œuvre du programme d'actions a été prolongée jusqu'en 2023.
- La participation financière de la Région Nouvelle-Aquitaine est confirmée par la délibération jointe en annexe 4.
- La participation financière des collectivités locales de l'opération de dévasement de la Charente est confirmée par les délibérations jointes en annexe 4.
- L'optimisation du projet technique de protection du Quai de la Libération à Rochefort sera prévu en amont du dépôt de demande de subvention « travaux ».
- L'optimisation des projets de mesures de réduction de vulnérabilité du bâti a été intégrée dans les fiches-actions de la présente convention notamment en excluant sur Rochefort les bâtis prévus d'être protégés par des systèmes d'endiguement collectifs et en fixant sur l'ensemble de l'estuaire des objectifs quantitatifs de bâti (habitations, bâtiments publics, entreprises de moins de 20 salariés) allant faire l'objet de travaux de mitigation.

## **Article 9 - Coordination, programmation, et évaluation**

Remplace l'article 9 de la convention-cadre en vigueur.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations, les Partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage qui se réunit une à deux fois par an.

Ce comité de pilotage est constitué conformément au cahier des charges des PAPI. La composition prévisionnelle du comité de pilotage est précisée en annexe 8.

Le comité de pilotage est présidé conjointement par le Préfet de la Charente-Maritime ou son représentant et par le président de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente) ou son représentant.

Son secrétariat est assuré par les services de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente).

Le comité de pilotage s'assure de l'avancement des différentes composantes du programme d'actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes annuelles de sa mise en œuvre. En particulier, il assure le suivi des indicateurs destinés à apprécier l'efficacité des actions menées. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut décider le cas échéant de procéder à l'adaptation ou à la révision du programme d'actions.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par le(es) comité(s) technique(s).

## **Article 10 - Animation et mise en œuvre de la présente convention**

Remplace l'article 10 de la convention-cadre en vigueur.

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par les comités techniques « maritime » et « fluvial », ou le cas échéant un comité technique mixte (selon l'ordre du jour), composés de représentants des financeurs, des maîtres d'ouvrages et de partenaires. Ces comités techniques sont présidés conjointement par un représentant de l'Etat et un représentant de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente).

Ces comités techniques, se réunissent autant que de besoin et de façon systématique avant les réunions du comité de pilotage. Ils informent le comité de pilotage de l'avancement de la réalisation du programme d'actions, de l'évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions.

Les comités techniques peuvent se faire communiquer tous les documents, études ou informations relatifs à la mise en œuvre du programme, détenus par les maîtres d'ouvrages.

Les compositions prévisionnelles de ces comités techniques sont précisées aux annexes 9-1 et 9-2 de la présente convention.

Leur secrétariat est assuré par les services de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente).

## **Article 11 – Suivi du programme au moyen de l'outil SAFPA**

### Nouvel article.

Le porteur de projet et les services de l'État renseignent l'outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI, disponible sous : <https://www.safpa.fr>) au fur et à mesure de l'avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d'année (N), une situation-projet de l'année (N-1) est renseignée avant l'échéance fixée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA notamment toutes les informations nécessaires concernant l'avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l'État.

## **Article 12 – Concertation**

### Remplace l'article 11 de la convention-cadre en vigueur.

La mise en œuvre du projet fait l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées et notamment :

- **Le comité de pilotage du PAPI Charente & Estuaire** : cf article 9 et composition en annexe 8.
- **Les comités techniques du PAPI Charente & Estuaire** : cf article 10 et compositions en annexes 9-1 et 9-2.
- **Le comité des parties prenantes du PAPI Charente & Estuaire** : il rassemble un grand nombre de partenaires concernés par la prévention des inondations. Il a été constitué en 2012 lors de la phase d'élaboration du dossier de candidature du PAPI initial sous l'appellation « comité de concertation » et s'appuie sur :
  - Les membres de la CLE du SAGE Charente et de la CLE du SAGE Boutonne, retenus pour leur rôle dans la prévention des inondations,
  - D'autres acteurs du bassin versant concernés par les inondations et dont la place est légitime dans cette instance (communes et EPCI en zone à risque, associations de riverains, chambres consulaires, syndicats hydrauliques, syndicats de marais...).

Ce comité des parties prenantes sera réuni, aux moments nécessaires, pour être tenu informé de l'avancement de la mise en œuvre du programme d'actions.

La composition du comité des parties prenantes n'est pas contractuelle et est évolutive au gré de la mise en œuvre du programme d'actions et de l'évolution du paysage institutionnel et associatif. Elle est décidée par le président de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente), en concertation avec les partenaires du projet.

- **Le Conseil Communautaire, le Bureau Communautaire et la Commission Prévention des Inondations** de la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan, instances de décisions, de propositions et de discussions, en particulier pour la politique communautaire de prévention des inondations et notamment la prise de compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) et pour la mise en œuvre des actions du PAPI portées par la collectivité ou intéressant directement la collectivité.
- **Les Commissions Locales de l'Eau des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Charente et Boutonne** et leurs instances (bureaux, commission géographiques, commissions thématiques) sont associées à la mise en œuvre du PAPI : des points d'information en CLE sont envisagés et un représentant de la CLE du SAGE Charente et un représentant de la CLE du SAGE Boutonne sont intégrés dans le comité de pilotage du PAPI Charente & Estuaire.
- **Les relations inter-PAPI** de la façade littorale charentais-maritime qui permettent d'assurer la cohérence d'actions, le partage d'expériences :

- Les structures porteuses des PAPI Yves-Châtelailon, Aix-Fouras et Ile d'Oléron sont membres du comité de pilotage du PAPI Charente & Estuaire, l'ensemble de ces PAPI interceptant le périmètre de l'EPTB Charente et celui du SAGE Charente,
  - L'EPTB Charente, porteur du PAPI Charente & Estuaire et du SAGE Charente est membre des comités de pilotage des PAPI Yves-Châtelailon, Aix-Fouras et Ile d'Oléron,
  - Des réunions des animateurs PAPI du département de la Charente-Maritime sont régulièrement organisées à l'initiative des animateurs PAPI,
  - La gouvernance SLGRI du littoral charentais-maritime, découlant de la définition d'un unique Territoire à Risque Important d'inondation (TRI) littoral charentais-maritime, sur le district Adour-Garonne.
- **Les réunions d'information publique** : comme convenu dans la fiche-action I.G.1, l'EPTB Charente se propose d'appuyer les collectivités locales (communes, communautés d'agglomération et de communes, syndicats hydrauliques...) pour l'organisation et l'animation de réunions publiques visant à informer les populations des actions de prévention des inondations. L'EPTB pourra être intervenant de ces réunions, pilotées par les élus locaux, en charge d'informer leurs administrés.
  - **Des réunions plus spécifiques** seront organisées par les porteurs d'actions du PAPI pour assurer la mise en œuvre de ces actions et informer les populations et usagers concernés spécifiquement par les projets.
  - **Le comité de pilotage et l'assemblée des parties prenantes de la SLGRI Littoral Charentais-Maritime**, définis par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2017.
  - **Le comité de pilotage et l'assemblée des parties prenantes de la SLGRI Saintes-Cognac-Angoulême**, définis par l'arrêté interpréfectoral du 11 août 2014.

### Article 13 - Révision de la convention

Remplace l'article 12 de la convention-cadre en vigueur.

Sous réserve que ne soit pas porté atteinte à son économie générale, la présente convention peut être révisée au moyen d'un avenant sans nouvel examen par le comité de labellisation, notamment pour permettre :

- une modification du programme d'action initialement arrêté,
- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'action,
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le(s) comité(s) technique(s) évalue(nt) l'opportunité de l'avenant proposé et transmet(tent) cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant. Si l'un des signataires de la présente convention estime que les modifications envisagées, par leur ampleur (financière ou technique), remettent en cause l'équilibre général du projet tel qu'il a été labellisé initialement, il est fondé à saisir l'instance de labellisation compétente, qui déterminera si le projet modifié doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de labellisation.

### Article 14 - Résiliation de la convention

Remplace l'article 13 de la convention-cadre en vigueur.

La présente convention peut être résiliée par suite de désaccord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera l'objet d'une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

## **Article 15 – Litiges**

Remplace l'article 14 de la convention-cadre en vigueur.

En cas de litige sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers

## **Article 16 - Liste des annexes à la Convention**

Remplace l'article 15 de la convention-cadre en vigueur.

ANNEXE N°1-1 : Périmètre du PAPI Charente & Estuaire

ANNEXE N°1-2 : Liste des communes concernées par le PAPI Charente & Estuaire

ANNEXE N°2-1 : Avis de la Commission Mixte Inondation du 12 juillet 2012

ANNEXE N°2-2 : Avis de la Commission Mixte Inondation du 7 juillet 2016

ANNEXE N°3 : Fiches-actions du programme 2012-2023

ANNEXE N°4 : Attestations d'engagement des maîtres d'ouvrages et des financeurs

ANNEXE N°5 : Tableau financier du programme d'actions

ANNEXE N° 6 : Calendrier prévisionnel des engagements financiers

ANNEXE N° 7 : Communes susceptibles d'être concernées par les obligations conditionnant le versement du solde des subventions FPRNM

ANNEXE N°8 : Composition du comité de pilotage

ANNEXE N° 9-1 : Composition du comité technique « maritime »

ANNEXE N°9-2 : Composition du comité technique « fluvial »

Les annexes de cet avenant n°2 à la convention-cadre remplacent les annexes de la convention-cadre en vigueur.

<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Préfet de la Charente-Maritime M. Fabrice RIGOULET-ROZE ou son représentant</p>	<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Préfet de la Région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne M. Etienne GUYOT ou son représentant</p>
<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine M. Alain ROUSSET ou son représentant</p>	<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Président du Département de la Charente-Maritime M. Dominique BUSSEREAU ou son représentant</p>
<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Président de la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan M. Hervé BLANCHE ou son représentant</p>	<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Président du Syndicat Mixte pour les études, les travaux d'aménagement et de gestion du Bassin de la Boutonne (SYMBO) M. Frédéric EMARD ou son représentant</p>
<p>Fait le _____ à _____</p> <p>Le Président de l'Etablissement Public Territorial de Bassin Charente (EPTB Charente) M. Jean-Claude GODINEAU ou son représentant</p>	



## *Annexe 1-1 : Périmètre du PAPI Charente & Estuaire*



*Annexe 1-2 : Liste des communes concernées  
par le PAPI Charente & Estuaire*



*Annexe 2-1 : Avis de la Commission Mixte  
Inondation du 12 juillet 2012*



*Annexe 2-2 : Avis de la Commission Mixte  
Inondation du 7 juillet 2016*



*Annexe 3 : Fiches-actions  
du programme 2012-2023*



*Annexe 4 : Attestations d'engagement  
des maîtres d'ouvrages et des financeurs*



*Annexe 5 : Tableau financier  
du programme d'actions*



*Annexe 6 : Calendrier prévisionnel  
des engagements financiers*



*Annexe 7 : Communes susceptibles  
d'être concernées par les obligations  
conditionnant le versement du solde  
des subventions FPRNM*



*Annexe 8 : Composition du comité  
de pilotage*



*Annexe 9-1 : Composition du comité  
technique « maritime »*



*Annexe 9-2 : Composition du comité  
technique « fluvial »*

